

ALD

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

DELOITTE & ASSOCIES
Tour Majunga
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense cedex
S.A.S. au capital de € 2 188 160
572 028 041 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ALD

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société ALD,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ALD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période

du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Evaluation des titres de participation

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2022, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette de M€ 1 822 soit 25 % du total actif.</p> <p>Comme mentionné au paragraphe « Participations et autres titres immobilisés » de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition.</p> <p>Une dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute. L'estimation de la valeur d'inventaire de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans la détermination des projections de flux de trésorerie futurs et des principales hypothèses retenues.</p> <p>Compte tenu de l'importance des titres de participation et des hypothèses sous-jacentes à leur évaluation, nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons examiné les modalités mises en œuvre par la direction pour estimer la valeur d'inventaire des titres de participation.</p> <p>Nos travaux ont principalement consisté à contrôler, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, que l'estimation des valeurs déterminées par la direction est fondée sur une mise en œuvre appropriée de la méthode et à contrôler les éléments chiffrés utilisés.</p> <p>Par ailleurs, nous avons adopté l'approche suivante selon les titres concernés :</p> <ul style="list-style-type: none">▶ pour les évaluations reposant principalement sur les données historiques, comparer les données utilisées avec les données comptables extraites des comptes annuels et du système d'informations de votre groupe, notamment pour évaluer les situations nettes des filiales concernées ;▶ pour les évaluations reposant sur des données prévisionnelles, examiner la cohérence des projections des chiffres d'affaires et des taux de marge, au regard des performances passées et du contexte économique et financier ;▶ contrôler la cohérence de l'approche retenue par la direction de votre société et celle retenue par votre groupe dans le cadre de l'évaluation des écarts d'acquisition.

Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations mentionnées en annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4, L. 22-10-10 et L. 22-10-9 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-11 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation de la traduction en anglais, examinée par le conseil d'administration, des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation de la traduction en anglais des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que la traduction en anglais des comptes annuels qui sera effectivement incluse par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspond à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ALD par votre assemblée générale du 3 juin 2013 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 7 novembre 2001 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2022, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la dixième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la vingt-deuxième année (dont dix années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé).

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 12 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES



Pascal Colin

ERNST & YOUNG et Autres



Vincent Roty

COMPTES ANNUELS

Bilan actif

(en milliers d'euros)

BILAN-ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions,brevets et droits similaires	58 651	35 393	23 258	21 597
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	58 651	35 393	23 258	21 597
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel				
Autres immobilisations corporelles	4 593	2 544	2 049	1 369
Immobilisations en cours	31 888		31 888	18 808
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	36 481	2 544	33 937	20 177
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	1 821 594	41	1 821 553	1 732 326
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	5 290 513		5 290 513	3 352 219
Autres immobilisations financières	1 802		1 802	2 132
TOTAL immobilisations financières	7 113 909	41	7 113 868	5 086 677
Total Actif Immobilisé (II)	7 209 040	37 978	7 171 062	5 128 451
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Clients et comptes rattachés	37 241		37 241	32 335
Autres créances	30 854		30 854	11 314
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	68 095		68 095	43 649
Valeurs mobilières de placement	12 409		12 409	10 715
dont actions propres:				
Disponibilités	4 075		4 075	2 045
TOTAL Disponibilités	16 484		16 484	12 760
Charges constatées d'avance	16 674		16 674	12 196

Total Actif Circulant (III)	101 252		101 252	68 605
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
Total Général (I à VI)	7 310 292	37 978	7 272 315	5 197 082

Bilan passif

(en milliers d'euros)

BILAN-PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
Capital social ou individuel dont versé : 0	848 618	606 155
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	1 327 940	367 050
Ecarts de réévaluation dont écart d'équivalence 0		
Réserve légale	60 616	60 616
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0		
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	56	56
TOTAL Réserves	60 672	60 672
Report à nouveau	562 255	589 667
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	293 833	407 806
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	3 093 318	2 031 351
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	552	392
Provisions pour charges	6 736	5 900
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	7 288	6 293
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	3 576 297	2 705 106
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	454 510	375 183
Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs : 0		
TOTAL Dettes financières	4 030 807	3 080 289
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	111 371	51 022
Dettes fiscales et sociales	6 461	11 427
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	9 098	1 413
TOTAL Dettes d'exploitation	126 930	63 862
Produits constatés d'avance	13 971	15 261
TOTAL DETTES (IV)	4 171 709	3 159 412
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	7 272 315	5 197 055

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2022			Exercice 2021
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	32 848	88 141	120 990	108 430
Chiffres d'affaires nets	32 848	88 141	120 990	108 430
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			10 417	8 364
Autres produits			475	39
Total des produits d'exploitation (I)			131 882	116 832
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			(6 923)	21 118
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			225 174	98 124
Impôts, taxes et versements assimilés			1 827	119
Salaires et traitements			22 212	12 720
Charges sociales			8 355	7 196
Dotations d'exploitation	Dotations aux amortissements		7 567	6 142
	Dotations aux provisions		4 215	3 376
Autres charges			1 252	2 472
Total des charges d'exploitation (II)			263 677	151 266
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			(131 795)	(34 434)
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations			398 970	428 303
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			43 297	21 083
Autres intérêts et produits assimilés				0
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			1 270	
Total des produits financiers (V)			443 536	449 387
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			43 875	21 599
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			1 535	(0)
Total des charges financières (VI)			45 410	21 599
RÉSULTAT FINANCIER			398 126	427 788
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			266 331	393 354

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice 2022	Exercice 2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 815	
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels (VII)	2 815	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	650	1 531
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	134	44
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles (VIII)	784	1 575
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	2 031	(1 575)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	(25 471)	(16 027)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	578 233	566 220
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	284 400	158 414
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	293 833	407 806

Annexe

INFORMATIONS GENERALES

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2022 dont le total est 7 272 315 milliers d'euros et le résultat s'élève à 293 833 milliers d'euros

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

ALD SA est une société anonyme de droit français. Son siège social est situé à l'adresse suivante : 1-3, rue Eugène et Armand Peugeot, Le Corosa, 92500 Rueil-Malmaison, France.

La Société est une filiale de Société Générale (participation de 75,94 %).

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros ; les montants ont été arrondis au millier le plus proche, sauf indication contraire. Dans certains cas, l'arrondi peut entraîner des écarts non significatifs entre les lignes et les colonnes de totaux.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- à leur coût de production (biens produits),
- à leur valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage :

Installations techniques	Linéaire	5 ans
Installations et agencements	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans
Serveurs	Linéaire	5 ans
Logiciels	Linéaire	3 ans

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée d'usage.

Participations et autres titres immobilisés

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti)

Les valeurs mobilières ont été dépréciées par voie de provision afin de tenir compte :

- pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice,
- pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Actions propres

Au 31 mars 2023, la Société détient en propre 797 981 actions ALD, en vue de leur attribution aux salariés ou dans le cadre de son contrat de liquidité (détails disponibles sur www.aldautomotive.com section investisseurs ALD). Aucune de ces actions n'est détenue par ses filiales ou par un tiers en son nom.

Année	2020	2021	2022
Type de plan	Attribution gratuite d'actions	Attribution gratuite d'actions	Attribution gratuite d'actions
Nombre total d'actions attribuées	387 916	387 916	435 045
Juste valeur en euro	7,25	10,72	9,50
Conditions de performance	Oui	Oui	Oui
Condition de présence	Oui	Oui	Oui

Rémunération du conseil d'administration et des organes de direction

Le montant des jetons de présence versés aux administrateurs de la société au cours de l'exercice 2022 est de 331 milliers d'euros.

Les rémunérations versées en 2022 aux dirigeants mandataires sociaux (au Président du conseil d'administration, au Directeur Général et aux deux Directeurs Généraux Délégués) s'élèvent à 3,7 millions d'euros.

Régimes postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes de retraite à cotisations définies dont bénéficient les salariés d'ALD SA sont situés en France. Ils regroupent notamment l'assurance vieillesse obligatoire et le régime de retraite national AGIRC-ARRCO.

Les engagements retraite sont autofinancés à partir de la trésorerie de l'entreprise. L'âge moyen des effectifs actifs d'ALD SA au 31 décembre 2022 est de 38.8 ans. Aucun départ en retraite n'a été constaté sur l'exercice. La provision pour engagement retraite au 31 décembre 2022 s'élève à 0,22 milliers d'euros, dont 47,8% de charges patronales.

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'ANNEE

Augmentation capital :

Afin de concrétiser ce rapprochement en 2023 de ALD sa et LeasePlan , ALD SA a augmenté son capital par l'émission de nouvelles actions de 161 645 456 cela se traduit par une augmentation 242 462 184 euros en numéraire.

La société a émis une prime d'émission sur l'exercice de 960 890 356,92€.

Filiales et participations

Afin de continuer son implantation et son développement ALD SA a augmenté sa participation dans les filiales suivantes :

ALD FFM BV de 5 010 Milliers d'euro,
FLEETPOOL de 10 550 Milliers d'euro,
ALD MALAISIE de 1 330 Milliers d'euro,
ALD BRESIL de 53 756 Milliers d'euro €

Par principe de simplification elle a fait une Transmission universel du patrimoine avec ALD PARTICIPATIONS SAS.

Dividendes

L'ensemble des dividendes reçus au titre de l'exercice 2022 est de 398 970 Milliers d'euro. Le dividende versé aux actionnaires au titre du résultat de l'exercice 2021 était de 428 303 Milliers d'euros

CHANGEMENTS DE METHODE

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu. Par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

Informations bilan et résultat

IMMOBILISATIONS

Cadre A		Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
	Frais d'établissement et de développement (I)			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	49 898		8 753
	Terrains			
	Constructions			
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			
	Autres immobilisations corporelles			
	installations générales, agencements, aménagements divers	1 961		679
	matériel de transport			
	matériel de bureau et mobilier informatique	1 477		475
	emballages récupérables et divers			
	Immobilisations corporelles en cours	18 808		13 080
	Avances et acomptes			
	TOTAL (III)	22 246		14 235
	Participations évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations	1 732 367		202 413
	Autres titres immobilisés			
	Prêts et autres immobilisations financières	3 354 351		1 937 964
	TOTAL (IV)	5 086 718		2 140 377
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	5 158 862		2 163 364

Cadre B		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			58 651	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			2 640	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique			1 952	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours			31 888	
	Avances et acomptes				
TOTAL (III)				36 481	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations			1 821 594	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations			5 292 315	
TOTAL (IV)				7 113 909	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				7 209 040	

AMORTISSEMENTS

SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	28 300	7 092		35 393
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements				
	Installations techniques, matériels et outillages				
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers				
	Matériel de transport	929	224		1 153
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 140	251		1 391
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		2 069	474		2 544
TOTAL GENERAL (I + II + III)		30 370	7 567		37 936
Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES				

Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M.Transport							
Mat bureau.							
Emball.							
CORPO.							
Acquis. de titres							
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
Cadre C				Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Provisions et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (1)				
Provisions pour litige	392	400	240	552
Frais de développement				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	307	23		330
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				

Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	5 593	3 791	2 979	6 406
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL (II)	6 293	4 215	3 219	7 288
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participations	41			41
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	41			41
TOTAL GENERAL (I + II + III)	6 334	4 215	3 219	7 329
Dont dotations et reprises d'exploitation		4 215		
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles				
dépréciations des titres mis en équivalence				

ÉTATS DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

A – ÉTAT DES CREANCES

Cadre A		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts		5 290 513	2 591 203	2 699 310
Autres immos financières		1 802		1 802
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		5 292 315	2 591 203	2 701 112
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances		37 241	37 241	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		28	28	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		26	26	
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	5 538	5 538	
	Taxe sur la valeur ajoutée	16 201	16 201	
	Autres impôts			
	État - divers	739	739	
Groupes et associés		8 763	8 763	
Débiteurs divers		159	159	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		68 695	68 695	
Charges constatées d'avance		16 674	9 645	7 029
TOTAL DES CREANCES		5 377 683	2 669 542	2 708 141
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

B – ÉTAT DES DETTES

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires	3 576 297	26 297	3 550 000	
	Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				
	Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine	454 510	310	367 000	87 200
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	111 371	111 371		
	Personnel et comptes rattachés	2 039	2 039		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 226	1 226		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	2 996	2 996		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts	59	59		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupes et associés				
	Autres dettes	1 357	1 357		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	13 971	3 488	10 483	
	TOTAL DES DETTES	4 163 828	149 145	3 927 483	87 200
	Emprunts souscrits en cours d'exercice		Emprunts auprès des associés personnes physiques		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				

DETAIL DES CHARGES A PAYER

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	26 297
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	310
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	80 628
Dettes fiscales et sociales	21 933
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	
Autres dettes	1 342
Total	130 510

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	30 001
Créances clients et comptes rattachés	28 414
Personnel et comptes rattachés	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 802
Etat et autres collectivités publiques	21 765
Autres créances	
Disponibilités	
Total	87 982

PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT

Projet d'affectation du résultat	31/12/2022
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice	562 255
Résultat de l'exercice	293 833
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL DES SOMMES DISTRIBUABLES	856 088
Affectation aux réserves :	
- légales	14 692
- autres	
Dividendes	601 593
Autres répartitions	
Report à nouveau	239 803
TOTAL DES AFFECTATIONS	856 088

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Location informatique	175		
Redevance logiciel	483		
Données Financieres	1 857		
Maintenance informatique	3 375		
Charges Locatives	343		
Maintenance des locaux	65		
Honoraires	238		
Personnel autres dépenses	21		
Evenementiel	84		
Remise sur volume client		2 290	
Intérêts sur emprunts obligataires		7742	
Intérêts sur emprunts obligataires			
TOTAL	6 641	10 032	

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Produits constatés d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
PCA 2019	749		
PCA 2020	2 738		
PCA 2021	5 341		
PCA 2022	5 143		
TOTAL	13 971		

NOMBRE ET VALEUR NOMINALE DES COMPOSANTS DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2022	Valeur nominale
Actions ordinaires	404 099 640	161 645 456		565 745 096	1,5
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
Total	404 099 640	161 645 456		565 745 096	

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	606 155	242 462					848 618
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	367 050	960 890					1 327 940
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	60 616						60 616
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves	56						56
Report à nouveau	589 667			435 218	407 806		562 255
Résultat de l'exercice	407 806	293 833	407 806				293 833
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2 031 351	1 497 185	407 806	435 218	407 806		3 093 318

FILIALES ET PARTICIPATIONS

IDENTIFICATION		CAPITAL DETENU	ADRESSE				
Dénomination	SIREN	% de détention	Numéro	Adresse	Code Postal	Ville	Pays
ALD INTERNATIONAL		100	95	NEDDERFELD	22529	HAMBOURG	Allemagne
FLEETPOOL		100	3	Schanzenstraße	51063	Köln	Allemagne
ALD AUTOMOTIVE		100		PLATEAU DES ANNASSEURS	16050	Alger	Algérie
TEMSYS	351867692	100	15	ALLEES DE L'EUROPE	92588	Clichy CEDEX	France
AXUS FINANCE BELGIQUE		48	120	RUE DU COLONEL BOURG	1140	Evere	France
ALD AUTOMOTIVE BELARUS		99	504	70 MYSNIKOVA STR	117105	Minsk	Biélorussie
ALD MITSUBISHI UFJ LEASING MALAYSIA		60	5	Khoo Kay Kim, Seksyen 13	46200	Selangor	Malaysie
SKIPR		17	18	Eugène Flagey		Bruxelles	Belgique
BanSabadell		100	2	Carrer del Sena		Barcelone	Espagne
ALD RUSSIE OOO		100		Varshavskoe shosse 25A, build.	117500	Moscou	Russie
ALD AUTOMOTIVE EURO LEASING		50	60	Hoeksteen 60 Hoofddorp	2132MS	Amsterdam	Pays-Bas
ALD AUTOMOTIVE DOO		99	48	Bulevar Zorana Đindica	11070	Beograd	Serbie
ALD BRESIL		50	222	Rua Apeninos		São Paulo	Brésil